

Centre du Droit de l'Entreprise

# DOSSIERS BREVETS 1997

# Collaborateurs

---

**M. F. ALCADE**

Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

**Mme M.-E. ANDRE**

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

**M. J. AZEMA**

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur au Centre Paul Roubier

**M. J.-J. BURST**

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

**M. A. CASALONGA**

Ingénieur diplômé de l'École Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI - Conseil en Brevets

**M. A. CATHERINE**

Ingénieur diplômé au CEIPI - Cabinet Casalonga, Paris

**M. F. HAGEL**

Responsable Brevets, Contrats - Étude et Production Schlumberger

**M. R. KOVAR**

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

**M. Ph. KOHN**

Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris

**M. M. LE BRUSQUE**

Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges

**M. C. LE STANC**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat

**M. A. LUCAS**

Professeur à la Faculté de Droit de Nantes

**M. D. MAUREL**

Avocat au barreau de Narbonne

**M. JM. MOUSSERON**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Président Fondateur de la F.N.D.E.

**Mme M. MOUSSERON - QUINETTE**

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Coopers & Lybrand CLC Juridique et Fiscal, Paris

**M. L. PETRANKER**

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle

**M. J.-L. PIERRE**

Avocat, Cabinet Coopers & Lybrand CLC Juridique et Fiscal, Lyon - Professeur associé à la Faculté de Droit de Lyon

**M. J. RAYNARD**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur de l'École du Droit de l'Entreprise

**M. Y. REBOUL**

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

**Mme J. SCHMIDT**

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI

**Mme V. SELINSKY**

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

**Mme A. SONNIER**

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

**M. J.-P. STENGER**

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

**M. P. VIGAND**

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Sénior IP Counsel secteur Câble Litigation Counsel - Professeur au CEIPI

**M. M. VIVANT**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

**M. G. WEISS**

Juriste à l'Office Européen des Brevets.

---

## Directeur de la Publication

Professeur JM. MOUSSERON - Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

# Bibliothèque

## ● Actualités de Droit de l'Entreprise

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1969)
- Les services communs d'entreprises (1974)
- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1981)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinisky (2<sup>e</sup> éd. 1988)
- Le Droit français nouveau de la transparence tarifaire, par JM. Mousseron et M. Mousseron (1993)  
(2<sup>e</sup> éd. par D. Mainguy - M. Mousseron / A paraître)

## ● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976)
- Les réserves latentes, par R. Abelad (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par Ch. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par J.-P. Haehli (1981)
- Transferts indirects de bénéficiaires à l'étranger, par J.-L. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohi (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Bernard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.-E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2<sup>e</sup> éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le Capital social, par S. Dana-Desmaret (1989)
- Les contrats de la grande distribution, par M.-E. André (1990)
- Droit d'auteur et conflits de loi, par J. Raynard (1990)
- Le crédit documentaire : évolution et perspectives, par E. Caprioli (1992)
- La force de travail (Étude juridique), par T. Revet (1992)
- Les titres négociables, par H. Causse (1993)
- L'opération de courtage, par P. Devesa (1993)
- La réservation de l'œuvre audio-visuelle, par C. Hugon (1994)
- Les contrats dans le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises, par M.-H. Monsérié (1994)
- Les cautionnements et garanties d'emprunt donnés par les collectivités locales, par P. Lignières (1994)
- Le délit de banqueroute par M.-C. Sordino (1996)
- La revente, par D. Mainguy (1996)

## SÉRIE DROIT DE L'INFORMATIQUE / DROIT DE L'INFORMATION

- Les transactions internationales assistées par ordinateur, CELIM : 1
- Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières, CELIM : 2
- La protection du logiciel en Europe (1989)

## ● Bibliothèque de Propriété industrielle (CEIPI)

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet)  
par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)
- Les inventions de salariés, par M. Mousseron (1995)

## ● Dossiers Brevets

- 5 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)

## ● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois, les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion à Droit et Distribution)

## ● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Éditions E.)

# MAGISTÈRE

## Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Université de CAEN, l'Université de CERGY-PONTOISE, l'Institut de Droit et Économie des Affaires de LYON, l'Institut de Droit des Affaires de NANCY, le Magistère de Droit des Affaires de PARIS II, l'Institut du Droit de l'Entreprise de POITIERS, le Centre de Droit des Affaires de RENNES, le Centre de Droit des Affaires de STRASBOURG et l'Université de TOULOUSE, l'École du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Depuis 1986, l'École du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II et X, à assurer la formation nouvelle de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles de haut niveau, sanctionnée par le MAGISTÈRE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

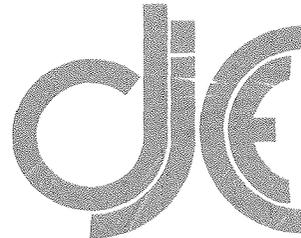
D.J.C.F /Voie Longue  
Entrée sur DFUG - 3 ans d'études  
sanctionné par le  
"MAGISTÈRE-D.J.C.E."

D.J.C.E./Voie courte  
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études  
sanctionné par le  
"DESS-D.J.C.E."

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Écoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15 % d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques : action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte 2 mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise. Elle est conclue par un mois de spécialisation (Droit des Sociétés, Droit Économique, Fiscal, Social).



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- **Faculté de Droit et des Sciences Politiques**  
Esplanade - Place de la Paix - 14032 Caen - Tél. 02.31.56.59.27 - Fax. 02.31.45.59.70
- **Université de Cergy-Pontoise**  
33, boulevard du Port - 95011 Cergy - Tél. 05.34.25.60.16 - Fax. 05.34.25.60.64
- **Institut de Droit et Économies des Affaires**  
18, rue Chevreul - 69362 Lyon Cedex 07 - Tél. 04.72.72.21.95 - Fax. 04.72.72.21.44
- **École du Droit de l'Entreprise**  
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier - Tél. 04.67.61.54.80 - Fax. 04.67.61.54.85
- **Institut de Droit des Affaires**  
13, place Carnot - 54035 Nancy - Tél. 03.83.35.88.25 - Fax. 03.83.22.28.84
- **Université de Paris II, Magistère D.J.C.E., Droit des Affaires**  
92, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. 01.43.54.44.29 - Fax. 01.43.25.20.72
- **Institut de Droit de l'Entreprise**  
43, place du Général De Gaulle - 86022 Poitiers - Tél. 05.49.45.42.27 - Fax. 05.49.41.84.25
- **Université de Rennes I, Centre de Droit des Affaires**  
9, rue Jean Macé - 35042 Rennes - Tél. 02.99.84.76.76 - Fax. 02.99.84.76.55
- **Centre du Droit des Affaires**  
Esplanade - Place d'Athènes - BP 66 - 67045 Strasbourg - Tél. 03.88.41.42.19 - Fax. 03.88.61.30.37
- **Université des Sciences Sociales**  
Place Anatole France - 31042 Toulouse - Tél. 05.61.12.87.47 - Fax. 05.61.12.87.45
- **Fédération Nationale pour le Droit de l'Entreprise**  
20, rue Vignon - 75009 Paris - Tél. 01.42.66.18.19 - Fax. 01.42.66.17.37

**I - ETUDE**

- Communiqué de Presse de l'UPO n°22, *Adhésion du Paraguay à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales*, Genève le 8 janvier 1997
- Traité de coopération en matière de brevets (PCT) en 1996, Communiqué de Presse de l'OMPI PCT/106 du 30 janvier 1997
- Traité de coopération en matière de brevets (PCT), *L'adhésion de la Sierra Leone porte à 91 le nombre des Etats contractants du PCT*, Communiqué de Presse de l'OMPI PCT/108 du 24 mars 1997

**II - JURISPRUDENCE****1. Lyon 6 février 1997**

BIOMERIEUX c. D.B.V.

B.E. n°03 11 541

(Inédit)

- Brevetabilité - revendication principale - évidence - nullité \*  
- sous revendications : annulation automatique \*\*\*
- Procédure : communication tardive de conclusions \*\*

**2. GCR OEB 14 mai 1996**

ATOTECH

JO OEB 1996.555 (aff.G2/95)

JO OEB 1996.16 (aff.J21/94)

- Rectification d'erreur matérielle : règle CBE \*\*
- Rectification d'erreur matérielle : art. 80-d CBE \*\*\*

**3. Paris 23 octobre 1996**

HARDRE c. IMS

B.F. n°88.11000

(Inédit)

- Invention de salarié - qualification \*
- juste prix \*\*

**4. Lyon 16 janvier 1997**

ALPES TECHNOLOGIES c. SCHNEIDER

B.F. n°88-11 198

B.E. n°89-410 297.7

(Inédit)

- Invention de salarié - date de l'invention \*\*\*

**5. TGI Lyon 10 mars 1997**

MASSET c. VARILEC

B.F. n° 85-04.529, 85-05929, 86-06369

B.E. n°01-98742, 02-02393, 02-44.281

(Inédit)

- Invention de salarié - qualification \*
- juste prix \*\*

**6. TGI Lyon (Ord.réf.) 11 décembre 1995**

SEMEL c. ATA

(Inédit)

- Brevets et concurrence déloyale - compétence du juge des référés (oui) \*
- mise en connaissance de cause déloyale (non)\*\*

**7. TGI Paris 24 mai 1996**

LAPAC c. S.C.E.E.

PIBD 1996.618.III.488

- Licence - consignation de redevances - compétence \*\*

**8. TGI Lyon 19 décembre 1996**

NIJAL c. EMSSENS

B.F. n°82-11596

(Inédit)

- Licence obligatoire pour non-exploitation - excuse légitime \*\*\*

**LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE**

**AVEC LA COLLABORATION DE**

**Marie Elisabeth ANDRE**

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

**Christian LE STANC**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Avocat à la Cour

**Jean Marc MOUSSERON**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Président de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

**Marianne MOUSSERON**

Docteur en Droit

Avocat au Barreau de Paris

**Léon PETRANKER**

Docteur en Droit - Ancien P.I. de Roussel-Uclaf

**Jacques RAYNARD**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise